

## Atelier sur le développement durable

### Questions

- a) Quels sont les enjeux environnementaux auxquels nous devrions nous attarder prioritairement pour assurer la durée du développement dans les sociétés d'Asie-Pacifique?
- b) Dans quelle mesure devrions-nous prendre en compte les différentes cultures des sociétés d'Asie-Pacifique où nous intervenons afin de mettre en oeuvre un développement durable?
- c) Quelle importance devrions nous accorder à la participation des populations locales - incluant les groupes souvent en marge tels que les femmes, les jeunes, les autochtones - des sociétés d'Asie-Pacifique pour la mise en place d'un développement durable?
- d) De quelle façon les membres de la société civile canadienne - ONG, secteur privé, universitaire, associations bénévoles - peuvent-ils favoriser la mise en place d'un développement durable dans les sociétés d'Asie-Pacifique?

Quelles politiques le gouvernement canadien devrait-il adopter afin de promouvoir et de contribuer à la mise en place d'un développement durable dans les sociétés d'Asie-Pacifique?

### Synthèse des discussions

Les échanges entre les participants ont débuté par une discussion sur ce qu'on a qualifié de double problématique du développement durable, soit son rôle modeste dans la politique étrangère canadienne, ainsi que l'importance croissante de la mondialisation et la priorité donnée au commerce. Au cours des échanges, plusieurs questions concernant les politiques étrangères du Canada furent soulevées. Par exemple, le gouvernement canadien doit-il fermer les yeux sur les violations des droits de la personne par Beijing et favoriser les transferts de technologie destinés à apaiser les problèmes énergétiques de la Chine? Quel appui doit donner le gouvernement aux ONG? Le Canada doit-il chercher à promouvoir un commerce équitable (c'est-à-dire accorder une juste rétribution aux produits provenant des pays en voie de développement)? Pour les participants, la problématique du développement durable est indissociable des autres questions socio-économiques (droits du travail, commerce, droits de la personne, etc.).

Après cette première réflexion, qui a permis de définir la toile de fonds du débat, les participants ont abordé le thème des principaux enjeux environnementaux. À ce niveau, les participants ont d'abord noté le problème d'accès à l'information sur ces questions. Tous étaient de l'avis qu'il fallait porter une attention particulière à l'exploitation forestière intensive qui affectent plusieurs pays de la région. Ce problème touche directement les questions des intérêts des entreprises exploitant les ressources forestières, de la corruption et de la responsabilité des gouvernements locaux dans la saine gestion de ces ressources.

Parmi les autres problèmes mentionnés, les questions de l'exploitation minière, de développement du Mékong et de la pollution en milieu urbain ont fait l'objet d'échanges forts intéressants. Pour